

Les dépenses électorales des partis et des candidats flamands et francophones à l'occasion des élections fédérales du 10 juin 2007

Bart Maddens, Jean-Benoit Pilet
Karolien Weekers, Stefaan Fiers



Introduction

Dans cette note, les dépenses électorales des partis et candidats flamands et francophones ont été mises ensemble afin de faciliter les comparaisons au-delà de la frontière linguistique. Au total, sont détaillées les sommes investies dans la dernière campagne électorale par 11 partis et 1838 candidats: 682 francophones et 1156 flamands. Parmi eux, 101 candidats (5,8%) n'ont pas déposé de déclaration de dépenses électorales. Presque tous étaient sur les listes du Front national. En revanche, en faisant abstraction du FN, la proportion de candidats n'ayant pas fait de déclaration de dépenses électorales est légèrement plus faible du côté francophone (0,7%) qu'en Flandre (1,2%). Ces candidats mis à part, au total, les données présentées dans cette note commune du Centre d'étude de la vie politique de l'Université Libre de Bruxelles et du Centrum voor politicologie de la Katholieke Universiteit Leuven valent pour 1737 candidats, 1142 en Flandre et 595 en Belgique francophone.

I. Les dépenses des partis et des candidats

A partir du tableau, la première observation à formuler est que le coût total de la dernière campagne électorale a été d'un peu moins de 20,5 millions d'euros. Les partis flamands ont dépensé au total quelques 12,5 millions d'euros et leurs homologues francophones pas loin de 8 millions d'euros. Cet écart de 4,5 millions d'euro est principalement la conséquence des dépenses des candidats. Ceux-ci sont plus nombreux du côté flamand où il y a plus de partis ayant au moins un élu et où plus de sièges sont à pourvoir tant pour la Chambre des représentants que pour le Sénat. Au total, les dépenses des candidats flamands excédaient celles des francophones de 3,6 millions d'euros.

Tableau I : Dépenses totales des partis et des candidats, dépenses moyennes par vote

	Partis	Candidats	Total	Dépenses par vote
Open-VLD	986.046,76	2.307.165,81	3.293.212,57	2,04
CD&V-N-VA	991.082,36	2.190.480,07	3.181.562,43	1,26
SP.A-Spirit	915.624,06	1.766.269,57	2.681.893,63	1,99
MR	957.767,53	1.540.568,93	2.498.336,46	1,51
PS	962.310,78	1.474.424,20	2.436.734,98	1,74
Vlaams Belang	982.794,46	960.295,42	1.943.089,88	1,22
CDH	987.913,17	948.351,97	1.936.265,14	2,44
Groen!	761.749,02	126.194,03	887.943,05	1,75
Ecolo	632.707,51	5.446,06	638.153,57	0,88
LDD	261.327,78	248.533,13	509.860,91	1,03
FN	424.271,34	61.069,27	485.340,61	1,72
Total VL	4.898.624,44	7.598.938,03	12.497.562,47	1,55
Total FR	3.964.970,33	4.029.860,43	7.994.830,76	1,65
TOTAL	8.863.594,77	11.628.798,46	20.492.393,23	1,59

Dans le tableau I, les partis sont présentés dans l'ordre décroissant des dépenses totales (partis et candidats ensemble). Ce classement est mené par deux partis flamands, l'Open VLD et le cartel CD&V-N-VA qui sont les seuls à avoir dépassé le cap des 3 millions d'euros investis en propagande électorale à l'occasion des derniers renouvellements de la Chambre des représentants et du Sénat. Suit un groupe de trois partis ayant dépensé à peu près 2,5 millions d'euros: le cartel SP.a-Spirit, le MR et le PS. Le Vlaams Belang et le CDH ont quant à eux investi un peu moins de deux millions d'euros. Enfin, quatre partis ont dépensé moins d'un million d'euros: Groen!, Ecolo, la Lijst Dedeker et le FN. Au sein de ce dernier groupe, les différences sont elles-mêmes importantes puisque Groen! a un total de dépenses deux fois supérieur au FN. Pour les huit plus grand partis, la différence de montants investis

dans la campagne vient surtout des candidats puisque chacun est quasiment au plafond légal autorisé de un million d'euros pour la propagande nationale du parti.

Tableau II : Rapport entre dépenses réelles et dépenses maximales légales

	DEPENSES PARTIS + CANDIDATS		
	dépenses théoriques	Dépenses réelles	Dépenses réelles / dépenses théoriques
MR	2.732.634	2.498.336,46	91,43
CD&V-N-VA	3.481.476	3.181.562,43	91,39
Open-VLD	3.692.292	3.293.212,57	89,19
CDH	2.226.458	1.936.265,14	86,97
PS	2.914.258	2.436.734,98	83,61
SP.A-Spirit	3.592.246	2.681.893,63	74,66
Vlaams Belang	3.275.659	1.943.089,88	59,32
Groen!	2.231.144	887.943,05	39,80
Ecolo	2.041.342	638.153,57	31,26
FN	1.949.730	485.340,61	24,89
LDD	2.223.644	509.860,91	22,93
Total VL	18.496.461	12.497.562,47	67,57
Total FR	11.864.422	7.994.830,76	67,38
TOTAL	30.360.833	20.492.393,23	67,49

Au tableau II, les dépenses théoriques sont comparées avec les dépenses réelles des partis. Pour rappel, le total théorique est calculé en additionnant le maximum d'un million d'euros de dépenses du parti et le total des dépenses individuelles si tous les candidats avaient atteint leur plafond de dépenses. Ce montant théorique, le plafond légal de dépenses, atteint tous partis confondus près de 30,4 millions d'euros. Or, dans les faits, seuls 20,5 millions d'euros ont été dépensés lors de la campagne 2007, soit près de 10 millions d'euros de moins. La formation qui s'est approchée le plus de son plafond légal est le MR (91,43%). Les libéraux francophones sont suivis immédiatement par le cartel CD&V-N-VA (91,39%) et Open-VLD (89,2%). Viennent ensuite le CDH (86,97%) et le PS (83,61%). En comparaison, le pourcentage du cartel SP.a-Spirit est remarquablement bas (74,7%). Pour ce dernier, et pour les cinq autres partis ayant dépensé moins de 50% de leur total théorique, une marge de dépenses existe, et l'impact du plafond légal est donc limité.

Tableau III : Dépenses moyennes par candidat à la Chambre et au Sénat

	Chambre	Sénat
Open-VLD	10.499,22	18.994,30
MR	9.401,69	16.790,18
CD&V-N-VA	9.339,71	18.088,88
PS	8.975,45	17.530,32
SP.A-Spirit	7.703,93	14.078,18
CDH	5.807,95	10.232,92
Vlaams Belang	4.385,94	8.528,71
LDD	1.202,41	1.840,48
FN	5.04,70	0,00
Groen!	702,21	544,86
Ecolo	45,01	0,00
Totaal VL	5.712,09	10.409,61
Total FR	4.946,96	8.910,68
TOTA(A)L	5.443,8	10.028,3

Au tableau III, ce sont les dépenses moyennes des candidats à la Chambre des représentants et au Sénat qui sont détaillées.

Tant du côté flamand que francophone, un candidat au Sénat est autorisé par la loi à dépenser le double d'un candidat à la Chambre. La justification de cette différence est la plus grande circonscription dans laquelle le premier se présente (respectivement toute la Flandre et Bruxelles, et toute la Wallonie et Bruxelles-Hal-Vilvorde). Cette différence se retrouve dans les chiffres du tableau III pour presque tous les partis.

A la Chambre des représentants, ce sont les candidats de la famille libérale qui ont les dépenses de campagne les plus élevées (10.499,2€ pour l'Open-VLD et 9.401,7€ pour le MR). Ces deux formations sont suivies par le CD&V-N-VA (9.339,7€) et le PS (8.975,4€). Les candidats du CDH (5.807,9€) et du Vlaams Belang (4.385,9€) ont des dépenses électorales moyenne un peu moins élevées.

Pour le Sénat, les candidats du MR n'arrivent en revanche qu'en quatrième position avec des dépenses moyennes de 'seulement' 16.790,2€. Ils sont précédés par l'Open-VLD (18.994,3€), le CD&V-N-VA (16.790,2€) et le PS. Ces derniers avec des dépenses moyennes de 17.530,3€ ont semble-t-il investi nettement plus au Sénat qu'à la Chambre. Du côté du cartel SP.A-Spirit, les dépenses moyennes au Sénat ont été plus basses (14.078,2€), et cela malgré le grand nombre d'électeurs dans le collège électoral néerlandais. Enfin, à une certaine distance arrivent les candidats au Sénat du CDH (10.232,9€) et du Vlaams Belang (8.528,7€).

II. L'évolution des dépenses entre 1991 et 2007

Une analyse dans le temps, de 1991 à 2007, indique clairement une tendance à la baisse des dépenses électorales. En 1991, les montants engagés (en prix actualisés et en euros) s'élevaient à presque 31 millions d'euros; seize ans plus tard ils ne sont plus que de 20,5 millions d'euros. En particulier, une chute brusque est observée en 2003, passant d'un total de près de 30 millions d'euros en 1999 à un peu plus de 20 millions d'euros en 2003. L'explication principale est le découplage des élections fédérales et régionales après 1999. Les partis et les candidats font depuis plus souvent campagne mais dépensent moins pour chacun des scrutins. Au total, les dépenses consenties sont même plus élevées suite à ce découplage. Le total pour les élections de 2003 (fédérales) et 2004 (régionales et européennes) est de 13 millions supérieur à 1999 (fédérales, régionales et européennes).

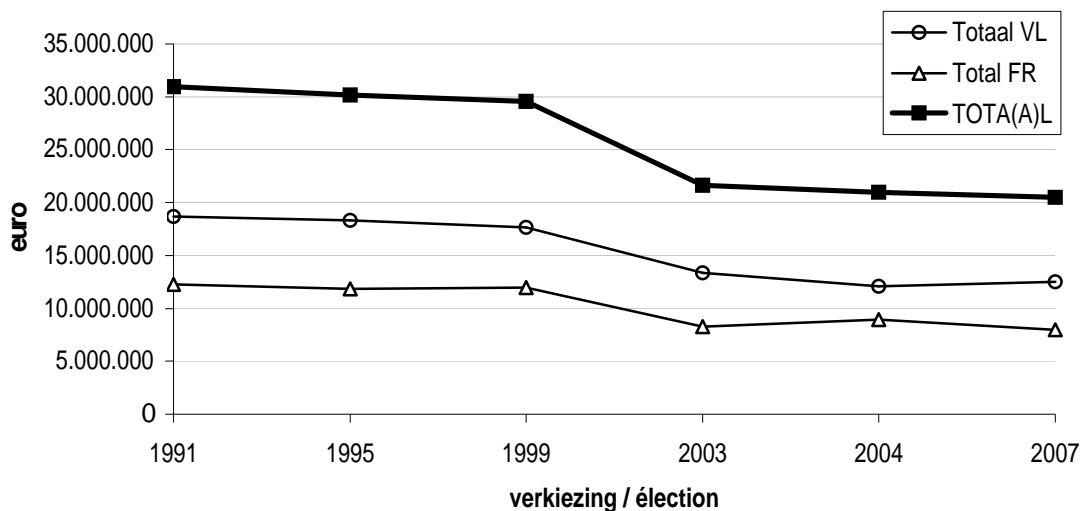
Tableau IV : Evolution des dépenses des candidats et des partis entre 1991 et 2007 (en prix actualisés en euros)

	1991	1995	1999	2003	2004	2007
PVV/ VLD/ open VLD	4.810.563	5.507.945	4.187.581	3.173.853	3.238.204	3.293.213
CVP/ CD&V/ CD&V-N-VA	5.728.838	5.276.527	4.842.086	3.144.516	3.281.796	3.181.562
SP/ SP.A-Spirit	4.625.777	3.405.045	3.231.586	2.639.190	2.915.749	2.681.894
PRL/ PRL-FDF / MR	3.937.227	3.877.207	4.097.382	2.545.404	2.958.163	2.498.336
PS	4.419.025	3.798.421	3.323.108	2.531.033	2.663.364	2.436.735
Vlaams Blok / Vlaams Belang	664.508	1.779.610	2.470.722	2.056.897	2.196.542	1.943.090
PSC/ CDH	3.519.052	3.373.104	3.155.704	2.054.746	2.027.333	1.936.265
Agalev/ Groen!	209.466	436.902	1.006.292	1.034.182	442.123	887.943
Ecolo	374.187	696.117	1.257.209	1.083.788	990.765	638.154
LDD	-	-	-	-	-	509.861
FN	18.434	87.371	116.854	64.926	276.952	485.341
VU/N-VA	2.624.233	1.927.365	1.891.397	1.327.627	-	-
Total VL	18.663.385	18.333.394	17.629.664	13.376.265	12.074.414	12.497.563
Total FR	12.267.925	11.832.220	11.950.257	8.279.897	8.916.575	7.994.831
TOTAL	30.931.310	30.165.614	29.579.921	21.656.162	20.990.989	20.492.394

L'évolution des dépenses depuis 1991 en Flandre et en Belgique francophone est très similaire. Des deux côtés de la frontière linguistique, la campagne de 2007 a été un peu moins coûteuse qu'en 2003 (alors qu'il s'agissait de scrutins fédéraux dans les deux cas). Du côté flamand, la baisse a toutefois été

plus marquée (-878.702€) que du côté francophone (-285.066€), mais c'est lié surtout à des transformations plus importantes du paysage politique flamand et en particulier à la disparition de la N-VA en tant que parti indépendant. Notons aussi que les élections européennes et régionales de 2004 ont été du côté francophone les seules contredisant la tendance générale à la baisse (8.916.575 €), ce qui n'a pas été le cas en (12.074.414 €).

Cette courbe générale à la baisse avec une chute brutale en 2003 vaut uniquement pour les partis traditionnels (socialistes, libéraux et démocrates-chrétiens)^{f1}, tant en Belgique francophone qu'en Flandre. Pour les nouveaux partis, la courbe des dépenses suit celle des résultats électoraux. Un succès conduit à une hausse du financement public et donc à une augmentation des dépenses électorales. A l'inverse, une défaite réduit le financement public et donc les dépenses qui peuvent être engagées pour le scrutin suivant. Cela a été en particulier le cas pour la Volksunie dans les années 1990 et pour Groen! après 2003, et dans une moindre mesure pour Ecolo après 2003 même si ce dernier avait conservé, au contraire des verts flamands, une part de son financement public.



III. Figures de proue et règles des 25%/10%

Le plafond individuel des dépenses des candidats peut, pour rappel, être dépassé dans certaines circonstances. C'est tout d'abord le cas pour les candidats désignés en tant que 'figure de proue' par leur parti. Le second cas de figure est si le parti transfère à certains de ses candidats une part de son montant maximum à dépenser.

La première de ces deux possibilités a été utilisée de façon très variable selon les partis. Le CD&V-N-VA a désigné pas moins de 32 'figures de proue', pour 2 à la Lijst Dedecker 2, 1 à l'Open-VLD, et aucune pour les autres formations flamandes. Ajoutons que la Lijst Dedecker est la seule à avoir indiqué, comme le requiert la loi, quel montant de dépenses étant autorisé pour ces figures de proue. Du côté francophone, le MR a désigné 8 'figures de proue', le PS 2 et le CDH 1.

En revanche, la possibilité de transférer 250.000€ du total des dépenses du parti (soit 25% du plafond légal de un million d'euros) à certains candidats a été plus utilisée. Chaque candidat ne peut légalement recevoir plus de 10% de ce montant, soit 250.00€. Les montants reçus doivent être mentionnés comme

¹ Pour une vue plus détaillée de l'évolution des dépenses électorales des différents partis, zie: Maddens B., Weekers K., & Noppe J., 30 jaar stemmen kopen. De verkiezingsuitgaven van 1974 tot 2004 in kaart gebracht. Burger, bestuur en beleid, 3(3), pp. 256-264

tels par les candidats sans quoi ils seront comptabilisés dans leur quote-part personnelle. Les partis doivent eux aussi faire état de ces transferts dans leur déclaration de dépenses électorales. Comme le montre bien le tableau V, entre les déclarations faites par les partis et par les candidats, des différences apparaissent.

Si l'on s'en tient aux déclarations des candidats, le premier élément à ressortir est que presque autant de candidats francophones que flamands déclarent avoir bénéficié de ces transferts. Les montants totaux transférés sont également assez proches. Cependant, en termes relatifs, les différences sont plus importantes entre les deux communautés linguistiques. Sur l'ensemble des candidats flamands, 6,13% ont profité de ces transferts selon la règle des 25%-10%. Ils sont 14,86% du côté francophone. En revanche, moins de candidats ayant bénéficié de cette règle au Nord du pays, le montant moyen reçu y est plus élevé. Il est de 6.634,8 € contre 4.740,6 € au Sud du pays.

Tableau V : Candidats ayant bénéficié de transferts selon la règle dite des 25%-10%

	DECLARATIONS DES CANDIDATS		DECLARATIONS DES PARTIS	
	# candidats 25% /10%	montant total 25%/10%	# candidats 25% /10%	montant total 25%/10%
CD&V-N-VA	18	203.529,94	19	212.476,27
MR	44	133.523,78	49	147.651,01
CDH	23	85.614,03	21	84.401,15
Open-VLD	19	147.101,20	7	83.839,62
PS	17	188.230,36	18	82.323,50
LDD	4	80.000,00	0	0
Groen!	29	33.896,18	0	0
FN	5	14.550,15	0	0
SP.A-Spirit	0	0	0	0
Ecolo	0	0	0	0
Vlaams Belang	0	0	0	0
Total VL	70	464.436,32	26	296.315,89
Total FR	89	421.918,32	88	314.375,66
TOTAL	159	886.354,64	114	610.691,55

Sur la base des déclarations des partis, les choses sont quelque peu différentes. Tout d'abord, le nombre de candidats flamands ayant bénéficié de transferts selon la règle des 25%-10% serait nettement moindre. La différence avec les partis francophones est à ce niveau très significative. De plus, des deux côtés de la frontière linguistique, les montants totaux des transferts déclarés par les partis sont aussi moindres que ceux mentionnés par les candidats. La différence est de 168.120€ du côté flamand, et de 107.542€ du côté francophone. Il y a d'abord un grand nombre de candidats qui déclarent avoir bénéficié de transferts selon la règle des 25%-10% alors que leur parti n'en fait pas état. C'est le cas de 45 candidats flamands, principalement de la Lijst Dedecker, de l'Open VLD et de Groen!. Du côté francophone, c'est moins fréquent. Seuls 5 candidats du FN sont dans ce cas. Par ailleurs, il existe des différences entre les déclarations des candidats et des partis pour les montants transférés. Les déclarations des candidats dépassent sur ce point celles des partis notamment au PS (+105.910€). Du côté flamand, les écarts les plus marquants sont pour la Lijst Dedecker (+80.000 €) et l'Open-VLD (+63.261,58 €).

IV. L'origine des moyens dépensés

La façon dont la dernière campagne électorale fédérale des candidats a été financée est très semblable des deux côtés de la frontière linguistique (tableau VI): les candidats assument eux-mêmes à peu près un quart des dépenses, tandis que les partis prennent en charge près de 73% du total. Seule une mineure partie est tirée de dons (près de 2%).

Tant en Flandre qu'en Belgique francophone la famille socialiste est celle où la prise en charge de dépenses des candidats par le parti lui-même est la plus importante. Le cartel SP.a-Spirit a payé 91,5% de toutes les dépenses des candidats et le PS 81,7%. Du côté libéral, c'est l'inverse. Les montants investis dans la campagne sont moins assumés par le parti et plus par les candidats, bien que l'essentiel soit malgré tout à la charge du premier. Pour l'Open VLD, la charge assumée par le parti est de 63,7%. Au MR, elle est de 70,1%, soit à peine moins qu'au CD&V-N-VA (71,6%). Du côté francophone, parmi les partis traditionnels, c'est le CDH qui a les proportions les plus 'libérales' avec seulement 62,7% des dépenses des candidats financées par des transferts du parti et de ses composantes. Les données pour Ecolo, le FN et Groen! sont à traiter à part. Chez les écologistes, les règles internes font que les campagnes individuelles sont presque inexistantes. Tout au plus quelques candidats investissent des montants très limités financés sur fonds propres. Au FN, trop peu de déclarations de dépenses ont été enregistrées pour en tirer des enseignements intéressants. La dernière remarque à formuler quant aux origines des montants dépensés par les candidats est que la formation dont les candidats ont le plus bénéficié de dons est le CD&V-N-VA en Flandre (3,7%) et le MR du côté francophone (3,5%).

Tableau VI: Origines des montants des dépenses par les candidats lors de la campagne électorale, en chiffres relatifs

	Patrimoine propre	Dons	Composantes du parti	Divers	Total
SP.A-Spirit	8,45	0,03	91,50	0,03	100
PS	17,89	0,41	81,68	0,02	100
Vlaams Belang	18,03	1,09	80,88	0,00	100
Groen!	19,59	0,81	79,60	0,00	100
CD&V-N-VA	24,66	3,71	71,63	0,00	100
FN	28,47	0,00	71,53	0,00	100
MR	26,28	3,53	70,10	0,09	100
Open-VLD	34,73	2,54	62,73	0,00	100
CDH	35,32	1,79	62,68	0,21	100
LDD	89,92	0,26	9,83	0,00	100
Ecolo	100,00	0,00	0,00	0,00	100
Total VL	25,17	2,01	72,82	0,01	100
Total FR	25,46	1,90	72,55	0,09	100
TOTAL	25,27	1,97	72,73	0,04	100

Les données sur les origines de montants dépensés par les candidats permettent de se faire une idée plus précise des efforts financiers réellement consentis par les partis politiques belges à l'occasion des élections fédérales du 10 juin 2007. En effet, cela permet d'additionner les sommes engagées pour la campagne nationale du parti et celles transférées aux candidats pour leur campagne individuelle. De ces calculs repris au tableau VI, le premier élément à retenir est que c'est la famille socialiste qui a vécu la campagne la plus coûteuse, et cela principalement du fait des transferts importants consentis par le SP.A-Spirit et le PS en faveur de leurs candidats. Elle est suivie de peu par la famille libérale qui a surtout dépensé pour sa campagne de parti et moins en faveur de ses candidats.

Tableau VI : Dépenses totales des partis dans la campagne, en incluant les transferts en faveur des candidats

	Dépenses du parti	Transferts aux candidats	Total Parti	Total (parti + candidats)	Part des dépenses du parti dans toutes les dépenses
CD&V-N-VA	991.082,36	1.569.100,76	2.560.183,12	3.181.562,43	80,47
SP.A-Spirit	915.624,06	1.617.535,56	2.533.159,62	2.681.893,63	94,45
Open-VLD	986.046,76	1.452.779,77	2.438.826,53	3.293.212,57	74,06
PS	962.310,78	1.210.201,17	2.172.511,95	2.436.734,98	89,16
MR	957.767,53	1.050.959,26	2.008.726,79	2.498.336,46	80,40
VI Belang	982.794,46	778.196,60	1.760.991,06	1.943.089,88	90,63
CDH	987.913,17	596.927,28	1.584.840,45	1.936.265,14	81,85
Groen!	761.749,02	100.402,50	862.151,52	887.943,05	97,10
Ecolo	632.707,51	0,00	632.707,51	638.153,57	99,15

FN	424.271,34	45.478,57	469.749,91	485.340,61	96,79
LDD	261.327,78	24.444,00	285.771,78	509.860,91	56,05
Totaal VL	4.898.624,44	5.542.459,19	10.441.083,63	12.497.562,47	83,54
Total FR	3.964.970,33	2.903.566,28	6.868.536,61	7.994.830,76	85,91
TOTA(A)L	8.863.594,77	8.446.025,47	17.309.620,24	20.492.393,23	84,47

Au total, du côté flamand, chacun des trois partis traditionnels a investi pour les derniers renouvellements de la Chambre des représentants et du Sénat près de 3 millions d'euros. Du côté francophone, le PS et le MR ont dépensé plus ou moins 2,5 millions d'euros, et le CDH un peu moins (2 millions d'euros).

This document was created with Win2PDF available at <http://www.win2pdf.com>.
The unregistered version of Win2PDF is for evaluation or non-commercial use only.
This page will not be added after purchasing Win2PDF.